

Bilan 2009 de l'action du Conseil Régional Rhône-Alpes en matière d'habitat

La Région Rhône-Alpes s'est engagée en faveur d'une politique de l'habitat volontariste afin de promouvoir la solidarité territoriale envers tous les rhônalpins. En 2009, près de 60 M€ ont ainsi été investis pour faciliter l'accès au logement de nombre d'entre eux dans un contexte de crise.

À travers son action, la Région a souhaité :

- > Impulser des politiques locales de l'habitat à l'échelle des bassins de vie et aider les territoires dotés d'un PLH à augmenter l'offre de logements accessibles notamment l'habitat à bas loyer. À ce titre, ce sont 20,8 M€ qui ont ainsi été engagés en 2009 pour soutenir la production de 6 000 logements dans le parc public et près de 2 000 dans le parc privé.
- > Favoriser l'accès au logement des rhônalpins les plus fragilisés : 8,6 M€ ont ainsi été investis à travers les primes jeunes et les primes démunis, le financement de places d'hébergement dans les foyers pour les sans-abri, les saisonniers ou les jeunes travailleurs.
- > Soutenir l'effort de rénovation urbaine des quartiers de Rhône-Alpes. Engagée pour la période 2006/2015 dans les Conventions ANRU à hauteur de 215 M€, la Région intervient sur le volet habitat, à travers notamment les opérations de requalification, de reconstitution de l'offre, de résidentialisation ou les OPAH copropriétés dégradées. En 2009, près de 24 M€ ont ainsi été mobilisés.
- > Inscrire une démarche qualité dans les politiques de l'habitat à travers la promotion de la Qualité Environnementale du Bâti (QEB). 6,2 M€ ont été engagés en 2009 pour soutenir la construction neuve, mais également pour la première fois, la réhabilitation, dans le parc public. 1 200 logements neufs ont ainsi été construits en 2009 en accord avec le référentiel régional, lequel a, par ailleurs, été révisé pour encore plus d'exigence de performance. Concernant le parc existant, la région a soutenu des opérations dans le cadre d'un appel à projet visant à améliorer la réhabilitation énergétique par le financement d'opérations permettant un passage de classe D, à classe B (hors BBC) ou C (80 à 150 kWh/m² shon/an). 7 projets ont été retenus pour un montant de 1,7 M€ représentant 568 logements.

Enfin, au-delà de ces objectifs, la Région s'est engagée dans une démarche plus globale pour intégrer les enjeux du développement durable à l'échelle d'un quartier. Ainsi, grâce à l'appel à projet « Quartier durable » lancé à l'été 2009, 15 villes vont bénéficier de l'accompagnement régional (voir article p.17). Même en dehors de ses compétences exclusives, l'action du Conseil Régional se veut ambitieuse car l'habitat contribue à assurer la solidarité et l'équilibre du territoire, représente un levier pour le développement économique et constitue la base d'un « mieux-vivre ensemble » des citoyens rhônalpins.